

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### SITUATION MENSUELLE BUDGÉTAIRE AU 30 JUIN 2021

Paris, le 04/08/2021

N°1286

- Solde** Le solde général d'exécution au 30 juin 2021 s'établit à - 131,3 Md€ contre - 124,9 Md€ à fin juin 2020.
- Dépenses** Au 30 juin 2021, les dépenses du budget général (hors prélèvements sur recettes) s'établissent à 224,2 Md€ contre 198,5 Md€ à fin juin 2020. Cette augmentation tient principalement aux dépenses engagées par le Gouvernement pour répondre à la crise sanitaire et soutenir l'économie (notamment + 15,9 Md€ pour financer le fonds de solidarité pour les entreprises et + 0,6 Md€ pour le renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat).
- Recettes** A fin juin 2021, les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissent à 137,7 Md€ contre 125,8 Md€ à fin juin 2020.
- Les recettes fiscales nettes s'établissent à 130,1 Md€, contre 120,8 Md€ à fin juin 2020, en hausse de 9,3 Md€. Elle s'explique principalement par l'amélioration de 6,3 Md€ de la TICPE nette par rapport à fin juin 2020, en raison principalement de la rebudgétisation du compte d'affectation spéciale « Transition énergétique » au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Les autres recettes fiscales connaissent par ailleurs une hausse de 5,6 Md€, dont 1,8 Md€ du fait de la rebudgétisation de la part restante de taxe d'habitation sur les résidences principales. La taxe sur la valeur ajoutée nette est en baisse à fin juin (- 4,6 Md€). Les pertes de recettes engendrées par les réformes de la taxe d'habitation et de la suppression de la part régionale de CVAE sont en effet désormais compensées aux collectivités locales par des transferts de TVA de l'Etat.
- Les recettes non fiscales sont en hausse de 2,7 Md€ par rapport à fin juin 2020. Cette amélioration s'explique par l'augmentation du produit des participations de l'Etat (+ 1,8 Md€), et des autres recettes non fiscales (+ 1,5 Md€), principalement en raison de la centralisation de la trésorerie du Fonds de prévention des risques naturels majeurs prévue en LFI 2021 (+ 0,7 Md€). Les produits des amendes et sanctions diminuent de 1,8 Md€, du fait de la conclusion d'une Convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) au début de l'année 2020.
- Comptes spéciaux** Le solde des comptes spéciaux s'établit à - 13,2 Md€ à fin juin 2021 contre - 23,6 Md€ à fin juin 2020. Cet écart s'explique principalement par des effets calendaires sur les recettes du compte d'avances aux collectivités territoriales (+12,5 Md€) du fait des réformes de la fiscalité locale en 2021.